

**NOM
D'UN GIEN****Dire « stop »
aux féminicides**

En France, depuis début 2019, une soixantaine de femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint ou de leur ex-compagnon. Pourtant, ces drames pourraient être évités, en favorisant, par exemple, le dépôt de plainte. Récemment, une magistrate du Val-d'Oise a proposé la mise en place d'un bracelet électronique pour éviter un rapprochement en cas de dangerosité avérée. Des solutions existent. Aux pouvoirs publics, à présent, de ne pas rester indifférents aux féminicides et de dégager l'argent nécessaire pour les conjurer.

UN LIEU D'ACCUEIL ET D'ÉCOUTE, OUVERT DEUX MATINÉES PAR MOIS, À GIEN

LAÉ, pour « lieu d'accueil et d'écoute », est un dispositif fonctionnant en partenariat avec l'Aidaphi, acteur de l'action sociale, et le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF). Financé par la Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité, la Direction départementale de la cohésion sociale et la mairie d'Orléans, il a été installé dans cette ville en 2007, avant d'ouvrir des antennes à Gien, Montargis et Pithiviers. Il vise à recréer le lien avec les victimes de violence en proposant un accueil gratuit, anonyme et confidentiel, par des juristes et psychologues du CIDFF ainsi que des travailleurs sociaux de l'Aidaphi. À Gien, l'accueil se déroule deux jeudis par mois, de 9 h 15 à 11 h 45, dans un local, dont l'adresse est communiquée lors de la prise de rendez-vous. La prochaine permanence a lieu le 13 juin. ■

J'AI BESOIN D'AIDE. Les femmes victimes de violence peuvent contacter le numéro départemental 02.38.52.10.10, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 heures.

Gien → Vivre sa ville

SOCIAL ■ À Gien, le jeudi matin, deux fois par mois, les victimes peuvent parler de leurs souffrances

Libérer les femmes de la violence

L'antenne giennoise du lieu d'accueil et d'écoute (LAÉ) reçoit les personnes victimes de violence, le jeudi matin. Un premier pas, nécessaire, pour que ces femmes se délivrent de leurs entraves.

Anne-Laure Le Jan
anne-laure.lejan@centrefrance.com

« C e sont des guerrières, mais elles ne le savent pas. » Voilà ce que Jennifer, psychologue du Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), essaie de faire comprendre aux personnes victimes de violence qui franchissent la porte de l'antenne giennoise du lieu d'accueil et d'écoute (LAÉ) (*lire ci-dessus*).

« On ne lui avait jamais appris qu'elle pouvait dire "non" »

Depuis 2008, deux jeudis par mois, en matinée, des juristes, psychologues et travailleurs sociaux se relaient, en binôme, afin d'accueillir les victimes, souvent isolées. Ces professionnels des violences conjugales et familiales tentent de recréer un lien avec elles, « afin de les remettre dans le réel, pour qu'elles cessent de se sentir responsables et leur dire qu'elles ont des droits ».

Contrairement aux idées re-



SOUTIEN. À l'antenne giennoise du lieu d'accueil et d'écoute, des juristes, psychologues et travailleurs sociaux se relaient, en binôme, pour accueillir des femmes victimes de violence. PHOTO D'ILLUSTRATION LA MONTAGNE-THIERRY LINDAUER

ques, qui voudraient cantonner la brutalité aux milieux populaires, elle concerne des femmes de toutes générations, de toutes cultures et de toutes classes sociales. « Elle peut être physique, psychologique, sexuelle, administrative..., énumère Jennifer. Certaines femmes n'ont pas conscience que ce qu'elles vivent, c'est de la violence. Je pense à une personne ac-

cueillie, qui avait des relations sexuelles avec son mari et d'autres hommes, dont elle n'avait pas envie. On ne lui avait jamais appris qu'elle pouvait dire "non". »

Lorsque cela le nécessite, le LAÉ passe le relais aux services sociaux compétents et aux centres médico-psychologiques. « Nous ne pouvons pas nous substituer à un travail de psy-

chothérapie. Nous donnons des billes aux victimes pour qu'elles ne soient plus l'objet de violence mais le sujet de leur vie. »

Un besoin supérieur à l'offre

Si les professionnels jugent la situation suffisamment grave, notamment lorsque des enfants sont en danger, ils se réservent le droit d'alerter la cellule dé-

partementale de recueil des informations préoccupantes. « Cela ne doit pas faire peur aux mamans qui voudraient nous contacter, rassure Stéphanie, travailleuse sociale à l'Aidaphi et intervenante au LAÉ. Ce genre de cas est exceptionnel, puisque nous travaillons avec elles, en amont, afin que des solutions soient mises en place. »

À Gien, les permanences du lieu d'accueil et d'écoute ne désemplissent pas. Certaines personnes doivent même attendre quatre à cinq semaines avant d'obtenir un rendez-vous. De l'avis de tous ceux qui y travaillent, le besoin est largement supérieur à l'offre et le dispositif devrait être redimensionné.

« Sur le terrain, c'est éminemment complexe à gérer, regrette Dominique Laurent, coordinatrice départementale du LAÉ. Dans le Loiret, nous sommes quatorze à y travailler mais cela représente seulement deux équivalents temps plein. La plupart d'entre nous prenons du temps pour ce dispositif, alors que nous occupons d'autres fonctions. En 2018, les violences faites aux femmes ont obtenu le label "Grande cause nationale". Dommage que les subventions ne suivent pas. »

UN CHIFFRE**482**

C'est le nombre de femmes victimes de violence accueillies dans les antennes orléanaise, giennoise, montargoise et pithivérienne du LAÉ, en 2018.

**Le Rotary club donne
3.700 € au LAÉ**

AIDE. Le Rotary club Gien-Sully a effectué un don de 3.700 € au lieu d'accueil et d'écoute (LAÉ) afin de faire du nouveau local giennois un endroit chaleureux et accueillant. L'argent a servi à acheter l'intégralité du mobilier, un téléphone, un ordinateur, un casque et des livres audio. « Nous souhaitons mettre en avant ce dispositif et aider à améliorer son fonctionnement », souligne le président du Rotary, Jean-Luc Drancourt. Pour que cette action ait un sens, le 17 juin, au siège du club service, l'hôtel du Rivage à Gien, Dominique Laurent, coordinatrice départementale du LAÉ, proposera une action de sensibilisation auprès des Rotariens. Photo : Jean-Philippe Lavergne, directeur Montargis-Gien-Indre de l'Aidaphi ; Dominique Laurent ; Dominique de Courcel, membre du Rotary et Jean-Luc Drancourt, président. ■

